

# Le non-recours aux prestations sociales en France et en Europe

DREES  
Colloque non-recours  
13/12/2022

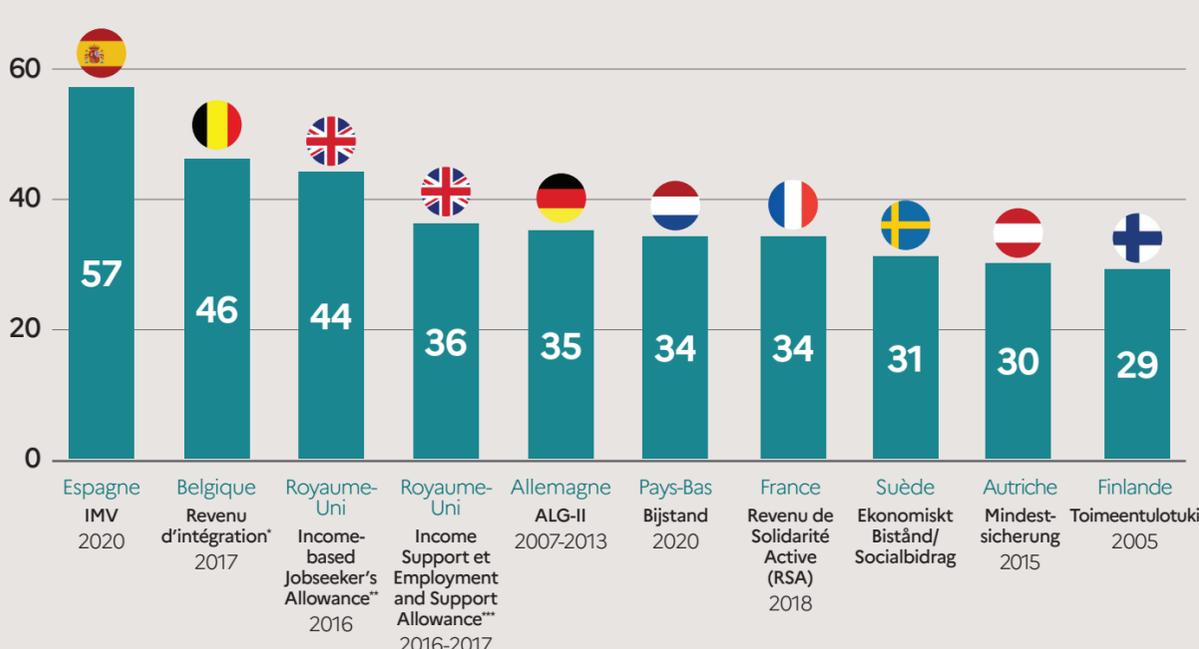
## Des taux de non-recours souvent supérieurs à 30 % en France

|                                                                                | Minimum<br>vieillesse*               | Revenu<br>de solidarité active**   | Assurance<br>chômage*** |
|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------|
| % de non-recourants<br>(personnes éligibles ne percevant pas cette prestation) | 50 %<br>des personnes seules en 2016 | 34 %<br>en 2018                    | 30 %<br>en 2018-2019    |
| Nombre de personnes concernées                                                 | 320 000<br>personnes                 | 600 000<br>foyers chaque trimestre | 540 000<br>personnes    |
| Montants non versés par an                                                     | 1 milliard €                         | Environ<br>3 milliards €           | Non disponible          |

\* Les Dossiers de la DREES n°97 ; \*\* Les Dossiers de la DREES n°92 ; \*\*\* Document d'études n°263, Dares

## Un phénomène d'ampleur en Europe

Taux de non-recours au revenu minimum dans les différents pays (en %)



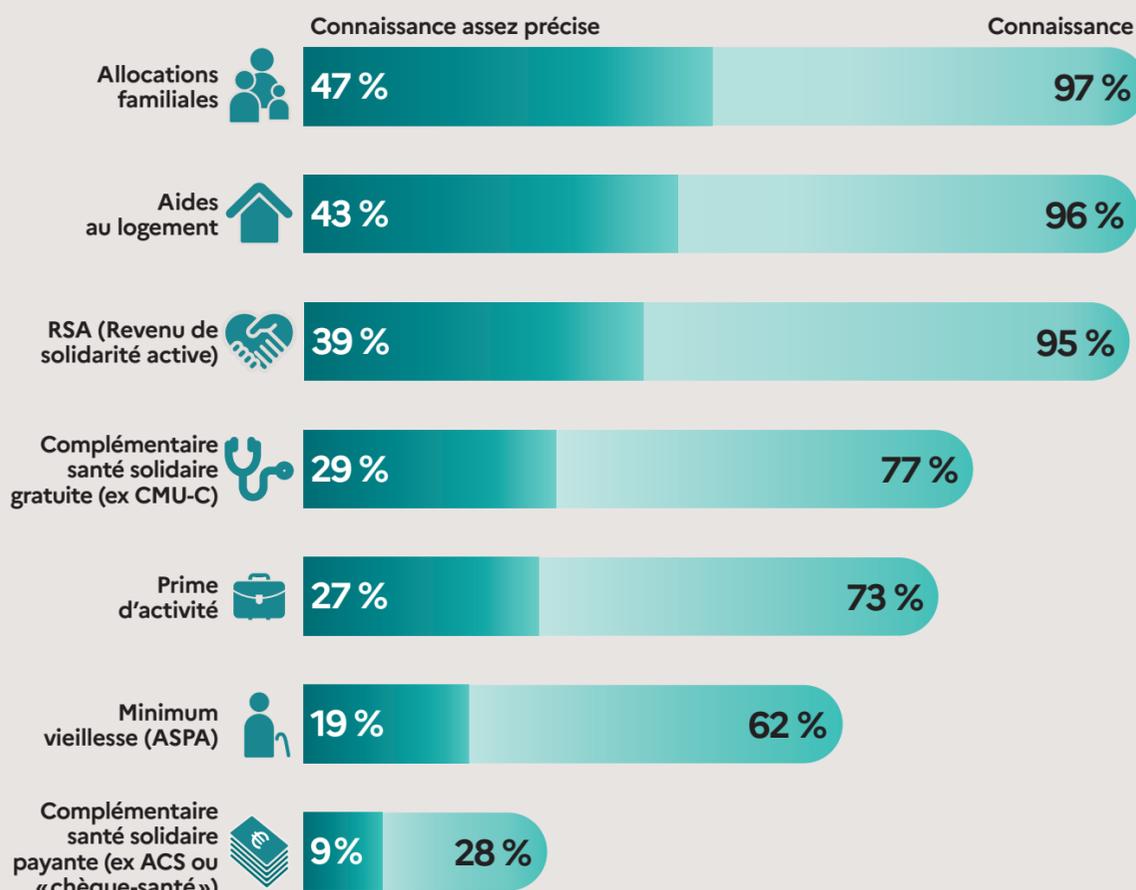
\* Estimation sur les ménages à faibles revenus.  
\*\* Prestations chômage sous conditions de ressources.  
\*\*\* Prestations pour les personnes les plus éloignées du marché du travail.  
Source : Les Dossiers de la DREES n°94, données actualisées au 13/12/2022

## Le manque d'information, premier motif de non-recours selon les Français\*



Autres raisons, NSP (6 %)  
\* Motifs principaux pouvant expliquer que certaines personnes n'ont pas recours aux aides et dispositifs sociaux selon les Français.  
Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2021

## Une connaissance très variable des prestations sociales



Lecture : En 2020, parmi l'ensemble des personnes interrogées, 97 % connaissent les allocations familiales et 47 % en ont une connaissance assez précise.  
Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2020